



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

réforme des retraites

Question au Gouvernement n° 2491

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Adrien Quatennens.

M. Adrien Quatennens. Monsieur le Premier ministre, vous êtes démasqué ! (« Oh ! » sur les bancs du groupe LaREM.) Qui peut croire que vous êtes soucieux d'universalité, vous dont le premier acte aura été de détruire, ici même, une règle commune, le code du travail, au profit d'une discussion entreprise par entreprise ? (M. Alexis Corbière applaudit.)

Les Français ont compris que, dans votre bouche, l'universalité n'est qu'un alibi. Vous faites le pari que la jalousie des Français les uns à l'égard des autres sera plus vive que leur aspiration à partir en retraite à un âge décent avec un bon niveau de pension. Demain, vous ne définirez rien d'autre que la taille du verre d'eau pour faire passer la pilule, à savoir votre système par points, avec l'objectif de ne pas accroître la part des richesses consacrée aux retraites, ce qui va faire perdre tout le monde.

Tout le monde ? Non ! Pas les amis de M. Delevoye, les assureurs et les banques (Applaudissements sur les bancs du groupe FI, sur quelques bancs du groupe GDR et parmi les députés non inscrits), qui d'ailleurs ne vous rendent pas service en déclarant leur flamme, à un si haut niveau de décibels, à votre réforme des retraites ! Vous êtes démasqué ! Vous voulez faire avaler au pays une réforme au service des assureurs, des banques et des fonds de pension, qui ont d'ailleurs été reçus en grande pompe à l'Élysée par M. Macron et le haut-commissaire aux retraites ! (Applaudissements sur les bancs du groupe FI et parmi les députés non inscrits.)

Dans sa déclaration d'intérêts, M. Delevoye mentionne jusqu'à la plus insignifiante de ses fonctions bénévoles, mais oublie de déclarer ses liens avec le monde de l'assurance ! (Applaudissements sur quelques bancs du groupe FI.) Fort heureusement, le monde de l'assurance, lui, n'a pas oublié de déclarer ses liens avec la réforme des retraites que vous préparez ! (Nouveaux applaudissements sur les bancs du groupe FI.)

M. Pierre Cordier. C'est pas bien, ça !

M. Adrien Quatennens. Avec cette réforme qui s'inscrit dans le sillage de la loi PACTE – relative à la croissance et la transformation des entreprises – et de ses incitations fiscales, vous ouvrez les vannes de la capitalisation : 300 milliards d'euros dans les caisses de la sécurité sociale gérées par les travailleurs, c'est insupportable pour la finance que vous servez ! Tout le reste est une vaste comédie, et les Français le comprennent. Il est temps de retirer ce projet de réforme par points.

Monsieur le Premier ministre, est-il encore bien raisonnable de laisser les retraites du pays entre les mains de

M. Delevoye ? Voilà ma question. (Applaudissements sur les bancs du groupe FI, sur plusieurs bancs du groupe GDR et parmi les députés non inscrits.)

M. le président. La parole est à M. le haut-commissaire aux retraites. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe LaREM.*)

M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire aux retraites. Puisque vous êtes demandeur de vérité, monsieur Quatennens,...

M. Alexis Corbière. La question s'adressait au Premier ministre, pas à vous ! (*Protestations sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. S'il vous plaît, monsieur Corbière. Le Gouvernement répond aux questions des parlementaires par la voix du membre qu'il désigne ! Veuillez donc écouter M. Delevoye !

M. Alexis Corbière. Je dis ce que je veux !

M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire. J'ai cru comprendre que M. Quatennens s'adressait à moi en portant un certain nombre d'accusations. (Exclamations sur les bancs du groupe FI.)

Que les choses soient claires : tout mon parcours prouve mon souci de transparence et mon respect des lois. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. - Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

M. Adrien Quatennens. La preuve !

M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire. La preuve en est que, pour être en règle dans les déclarations, je me suis toujours entouré de conseils juridiques. Compte tenu des suspicions que certains n'ont cessé d'alimenter, j'ai d'ailleurs mis un terme à toutes les activités auxquelles vous avez fait allusion. Je suis donc tout à fait au clair sur ce point.

M. Alexis Corbière. Vous ne l'étiez donc pas avant-hier !

M. François Ruffin. Il faut démissionner !

M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire. En revanche, monsieur Quatennens, c'est à mon tour de vous démasquer. (« Ah ! » sur plusieurs bancs du groupe LaREM.) Vous ne cessez de dire, sur tous les plateaux de télévision, que le plafond de 14 % de la richesse nationale fera automatiquement baisser, au regard du nombre des retraités, le montant des pensions.

Un député du groupe LaREM. C'est faux !

M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire. Je vous invite simplement à regarder les chiffres. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe FI.*) Si l'on considère le pourcentage d'augmentation de la richesse à l'horizon 2050, les pensions de retraite pourraient en effet augmenter de 50 %.

M. François Ruffin. Vos chiffres sont fournis par les assurances !

M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire. Votre affirmation est donc fautive. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. - Exclamations continues sur les bancs du groupe FI.*)

D'autre part, à vous entendre, le système par points ferait baisser le niveau des pensions. Le premier système à points, celui de l'AGIRC – l'Association générale des institutions de retraite complémentaire des cadres –, a été

créé, je le rappelle, par le Parti communiste, avant d'être piloté par le syndicat FO dans les années soixante. (Nouveaux applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. – Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe FI.)

M. Jean-Paul Lecoq. Se référer aux communistes pour défendre votre réforme des retraites, c'est fort !

M. Jean-Paul Delevoye, *haut-commissaire* . Et c'est grâce à ce régime complémentaire que l'on a pu combattre la précarité des personnes âgées, dont le taux de pauvreté, 7 %, est l'un des plus bas d'Europe. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Adrien Quatennens](#)

Circonscription : Nord (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2491

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Numérique

Ministère attributaire : Numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 décembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 décembre 2019](#)